



La Commune



De quelques légitimes interrogations...

De quelques légitimes interrogations… | LO, MERCIER ET LA GREVE A PSA AULNAY :

Une rencontre a eu lieu dernièrement entre une délégation de la direction du NPA et celle de LO (info CE du 8 avril 2013) Inévitablement, la question de PSA Aulnay a été débattue, d'autant que Mercier était présent. Entre autres débats, les quelques frictions récentes entre nous et LO. Avec pour toile de fond l'intervention dans PSA Aulnay et plus généralement dans l'automobile :

" - Sur les reproches de leur faire la leçon tant dans les interventions des porte-paroles que dans les articles (sur Aulnay ou DMI par exemple)

_ - Sur l'incident avec Philippe. On avait eu raison de le mettre dans la lettre, car cela les a contraints à se renseigner, ils étaient parfaitement au courant jusqu'aux termes employés, Geneviève justifiant l'emploi de bureaucrate par le soi-disant comportement bureaucratique de Philippe dans le débat public, et JP Mercier au nom de la virilité de l'échange entre militants ouvriers. Mais ils n'ont pas répondu sur le fait qu'on ne discutait pas ainsi entre militants de nos courants on peut penser que le message est passé.

_ - **Sur l'expression de leur rancœur contre Philippe Poutou. JP Mercier la formule à un double niveau: concurrence dans le secteur auto, avec des propos reprenant sans ciller ceux de la fédé** (souligné par nous) comme quoi les Ford ont toujours tout fait seuls dans leur coin ! Et d'autre part la place prise par Philippe dans le paysage politique et le fait qu'il interpelle publiquement Mercier (dans les médias pendant la campagne) ou réponde à des questions sur le sectarisme de LO (...) " (extraits du compte-rendu de l'entrevue NPA-LO, info-CE du 8 avril 2013)

Analysons donc la politique de LO et de son dirigeant sur place sur le site PSA-Aulnay, Mercier.

_ La grève des salariés de PSA Aulnay aurait pu être un point d'appui pour le déclenchement de l'action sur les autres sites et pour la convergence des luttes contre les tous les licenciements, secs ou déguisés, dans les autres entreprises frappées par les " plans sociaux ", les suppressions de postes et les menaces de fermeture. Force est malheureusement de le constater : il n'en est rien. Les grévistes d'Aulnay sont maintenus dans l'isolement, y compris dans leur propre usine et exposés aux coups. Pourtant, le syndicat CGT est dirigé par un cadre politique de Lutte ouvrière, une organisation qui déclare combattre pour l'interdiction des licenciements à l'échelle du pays et pour le " tous ensemble ". Qu'en est-il en réalité, à la lueur de l'orientation prise par JP Mercier à Aulnay ? Pour ne pas être taxés d'interprétation, de mauvaise foi ou autres spéculations, nous avons systématiquement repris les écrits, tracts, communiqués de Mercier, qu'ils soient directs ou via les déclarations CGT dont il est l'auteur ou à l'initiative et qu'il revendique sans l'ombre d'un doute.

Nous n'avons pas vocation à donner des leçons aux grévistes et aux syndicalistes engagés dans le combat contre les licenciements. En effet, les conseillers ne sont pas les payeurs, dit-on. Ce que nous soumettons à la discussion la plus franche, c'est l'orientation que LO imprime à la grève. Une grève qui, à l'origine, n'avait pas été souhaitée par J.P. Mercier. En effet, en juillet dernier, ce responsable syndical déclarait : "*Une grève illimitée serait une erreur tactique: ça nous épuiserait rapidement financièrement et ça aurait un pouvoir de nuisance limité*" (Nouvel Obs. 14 juillet). Il ajoutait de surcroît : "*Nous seuls, on ne pourra pas empêcher la fermeture, (...) il faut que les camarades de Rennes, Poissy, Sochaux entrent dans la bataille*".

" Un CDI pour tous, une préretraite dès 55 ans "

J.P. Mercier est Délégué Central adjoint CGT du groupe PSA. Première question : quand donc la CGT du groupe PSA tout entier, dont Mercier est l'un des principaux responsables, a-t-elle appelé l'ensemble des salariés du groupe à la moindre grève d'avertissement ? Jamais, à aucun moment. Mais, là n'est pas le fond du problème. Le but de toute grève normalement constituée, c'est d'arracher les revendications. C'est également la finalité de toute action ou intervention syndicale sur un terrain de classe. Dans un communiqué CGT-Aulnay signé Mercier en date du 15 mars, nous lisons :

" *Les revendications des salariés n'ont pas bougé : Un CDI pour tous et une préretraite dès 55 ans.* "

Mercier affirme que ce sont là les revendications des salariés. Deuxième question : Mercier a-t-il soumis aux AG successives de revendiquer le retrait total du Plan Varin et pas un seul licenciement sec ou déguisé ? Non. Aussi bien, la revendication qu'il reprend à son compte n'est autre que l'idée d'aboutir à des licenciements déguisés, par des reclassements et des " préretraites ". Cette revendication est le biais par lequel les responsables syndicaux entendent négocier le plan social de la Direction PSA soutenu par le gouvernement (dont Montebourg).

Il est nécessaire, pour comprendre mieux, de revenir en arrière :

Extrait du communiqué CGT-Aulnay du 12 septembre :

" *Ce 11 septembre, près de 700 salariés se sont réunis en Assemblées Générales pour faire le point de la situation et pour décider des actions à organiser.*

_ *Les Assemblées Générales ont bien noté l'acceptation par M. Montebourg d'organiser un processus de négociations tripartites (direction -Syndicats PSA Aulnay-Gouvernement) mais cela ne suffit pas.*

_ *Pour que ces réunions, qui doivent aboutir à un accord tripartite sur les garanties de maintenir tous les emplois, se déroulent*

sérieusement et en toute sérénité, il est absolument nécessaire que le plan de licenciement de PSA, qui doit être réactivé fin novembre, soit définitivement bloqué.

_ Les salariés ont voté la revendication suivante : Non au plan de licenciement et à la fermeture de l'usine et maintien de tous les emplois ! "

Sous la plume de Mercier, la CGT Aulnay se félicite donc d'un " processus de négociations tripartites ". Conséquemment, Mercier fait observer qu'il est " absolument nécessaire que le plan de licenciement de PSA, qui doit être réactivé fin novembre, soit définitivement bloqué ". **Mais le retrait total et définitif du Plan Varin n'est pas mis en préalable à toute négociation.** Notons à la marge qu'à cette date, l'AG a voté pour le maintien de tous les emplois et non pour " un CDI pour tous " et des " préretraites "...

Extrait du communiqué du 19 septembre :

" Comme l'ont déclaré à plusieurs reprises le Président de la République et le Gouvernement, le plan de licenciement de PSA est inacceptable : Il doit donc être bloqué définitivement car il ne peut y avoir de négociations sérieuses le couteau sous la gorge. La nécessité d'entamer sans délai des négociations tripartites (Etat-PSA-Syndicats de PSA Aulnay) afin d'aboutir à un accord tripartite garantissant le maintien de tous les emplois. "

Là encore, on nous dit à juste raison qu'il ne peut y avoir de négociations sérieuses le couteau sous la gorge, mais on presse Hollande d'intervenir pour que les négociations tripartites aient lieu " sans délai " **et ... sans préalable.** (souligné par nous)

Suspension ou retrait du Plan Varin ?

Extrait du Communiqué du 8 octobre

*_ " M. Montebourg refuse toujours de s'engager à demander à PSA de **suspendre** le plan de licenciement. Le Gouvernement a pourtant largement les moyens de pressions à sa disposition notamment en coupant le robinet des aides publiques qui continuent à se déverser dans les caisses de PSA.*

*_ **Au-delà de la réunion tripartite nationale obtenue pour le 25 octobre**, il n'est toujours pas acté qu'à l'ordre du jour figure les revendications des salariés.*

_ Pour Aulnay, la réunion prévue le 8 novembre n'est pas une réunion tripartite. Le Ministère ne veut être représenté que par le Préfet et la direction centrale ne sera ni représentée par Philippe Varin ni même par Denis martin.

*_ Ce n'est que par leur mobilisation que les salariés du groupe PSA qu'ils pourront imposer le blocage du plan de licenciement et **de vraies réunions tripartites avec des représentants avec un réel pouvoir de décision.** " (en gras, souligné par nous)*

Décryptage : on a demandé à Montebourg de s'engager à demander à PSA de " suspendre " le plan (et non de le " bloquer définitivement "), on se félicite d'avoir " obtenu " une réunion tripartite le 25 octobre et l'on déplore que celle du 8 novembre ne soit pas tripartite, pour mieux réclamer de " vraies réunions tripartites ".

La direction PSA, elle, n'attend pas le 25 octobre ; elle met à l'ordre du jour le premier volet de son plan.

Dans le communiqué du 23 octobre, nous lisons

" La délégation CGT s'engage néanmoins à revendiquer :

Pour le groupe : l'annulation du plan Varin des 8 000 suppressions de postes

_ Pour Rennes : l'annulation des 1 400 licenciements et l'engagement du lancement de nouveaux modèles.

_ Pour Aulnay : Le maintien de tous les emplois et la poursuite de la fabrication des 450 000 C3 qui donnerait du travail à tous les salariés au moins jusqu'à 2016. "

Cette fois, les exigences deviennent plus claires : annulation du plan Varin, annulation des licenciements, maintien de tous les emplois. Seule ombre au tableau : la mise en avant des critères de charge de travail. Or, les revendications ouvrières ne sauraient être liées au " carnet de commande " soumis lui-même non à l'étalon des besoins sociaux mais au critère de rentabilité financière ou, pour mieux dire, au taux de profit. Reste que les justes revendications avancées le 23 octobre ont été avilies par Mercier lui-même, au nom de " un CDI pour tous ".

Extrait du communiqué du 6 novembre :

" Les syndicats CGT-SIA-CFTC-CFDT-FO appellent les salariés de PSA Aulnay à manifester dans les rues de Bobigny à l'occasion de la réunion tripartite qui se tiendra à la Préfecture de Bobigny à partir de 9h ce jeudi 8 novembre.

_ Cette réunion sera conduite par le Préfet de Région et par le Préfet du 93. Seront présents Denis Martin et Bernard Weill pour la direction de PSA, ainsi que des élus locaux.

_ Lors de cette réunion, les délégations syndicales défendront un ensemble unique de revendications qui a été approuvé par près de 500 salariés réunis en Assemblée Générale ce mardi 6 novembre.

Les revendications générales principales sont :

_ Retrait du PSE et la signature d'un accord tripartite spécifique à Aulnay.

_ Maintien de la production de la C3 jusqu'à ce que PSA trouve un CDI acceptable à chaque salarié jusqu'à décembre 2016 et dans tous les cas maintien du salaire jusqu'à décembre 2016. "

La clarté revendicative affichée le 23 octobre n'aura pas duré. L'annulation des licenciements n'est plus de mise, pas plus que le maintien de tous les emplois. On demande le maintien de la charge jusqu'en 2016 et " jusqu'à ce que PSA trouve un CDI acceptable à chaque salarié jusqu'à décembre 2016 et dans tous les cas maintien du salaire jusqu'à décembre 2016. ". Un CDI, où ça ? Et, après 2016, que deviennent les ouvriers ? Derrière ces contorsions se profile l'acceptation des suppressions de poste, l'idée d'un moratoire qui ne veut pas dire son nom ou d'un sursis de 3 ans et, par là même, des licenciements déguisés en attendant les licenciements secs ? Le lendemain, la CGT- Aulnay communique :

" La CGT appelle les salariés du groupe à se mobiliser pour peser sur les négociations qui s'ouvrent. "

Ré industrialisation du site de PSA Aulnay et répartition des productions

Extraits du Communiqué du 9 janvier, avec la signature de Mercier :

" Depuis maintenant plusieurs mois, se tiennent des réunions de comité opérationnel concernant la ré-industrialisation du site de PSA Aulnay. Ce comité, dirigé par le Préfet de Région, réunit les élus locaux ainsi que la direction centrale de PSA.

_ La CGT tient à dénoncer le fait que les salariés qui sont les principaux concernés ne sont pas représentés dans ce comité, les organisations syndicales de PSA Aulnay n'étant jamais invitées. La CGT a été à l'initiative d'un courrier intersyndical daté du 12 décembre dernier destiné au Préfet de Région pour demander à ce que les organisations syndicales soient parties prenantes des discussions du comité opérationnel.

_ .../...
_ Concernant la ré-industrialisation, la CGT tient à rappeler qu'elle a mis en avant un plan B qui a comme objectif **le maintien de la production**. Ce plan B, dont l'axe principal est **la répartition des productions entre toutes les usines du groupe**, démontre que l'on peut tout à fait maintenir la production de véhicules sur le site d'Aulnay. Cette hypothèse n'a jamais été étudiée par les pouvoirs publics.

_ .../...
_ Bien qu'aucun projet industriel d'ensemble cohérent ne soit construit et discuté et qu'aucune garantie ne soit donnée aux salariés et aux élus locaux en terme de qualité d'emplois proposés et de pérennité de l'activité, la direction de PSA voudrait précipiter l'implantation d'une entreprise, ID Logistic.

_ Pour la CGT, il est au contraire urgent de ne pas se précipiter. Les salariés, les élus locaux et les pouvoirs publics y perdraient beaucoup d'autant plus que le calendrier de fermeture proposé actuellement par la direction de PSA permet de prendre tout le temps nécessaire pour étudier et élaborer sérieusement la ré-industrialisation du site, c'est-à-dire garantir aux salariés des emplois industriels de qualité et pérennes.

_ .../...
_ En effet, la direction de PSA a prévu pour l'instant de faire courir la période de départ au volontariat au moins jusqu'au 31 octobre 2013. À cela s'ajoute, pour l'instant, une période de 18 mois de congé de reclassement, ce qui couvre les salariés au moins jusqu'à avril 2015. Pour la CGT, il est inacceptable que les organisations syndicales de PSA Aulnay soient écartées des discussions sur l'avenir de l'emploi des salariés. Nous sommes encore une fois très loin du dialogue social promis par PSA et dont le Gouvernement devait se montrer vigilant. " (en gras, souligné par nous)

Mercier désire être associé aux discussions technocratiques sur la ré industrialisation du site ; On l'a bien compris : pour réindustrialiser, il faut d'abord désindustrialiser. Tel est l'objet du Comité opérationnel. Ne prenons pas des vessies pour des lanternes, le comité opérationnel de ré industrialisation n'a pas vocation de discuter de " l'avenir de l'emploi des salariés ", mais de restructurer, liquider, morceler, démembrer, précariser. Et voilà qu'un militant qui se réclame du socialisme et de la révolution voudrait être " représenté " (ou " représentant ") dans ce comité préfectoral ! Il y a de quoi avoir le mal de mer : LO se prononce pour la répartition nationale des heures de travail et son référent à Aulnay milite, lui, pour la répartition des productions entre toutes les usines du groupe ! Autrement dit pour une bonne gestion des productions. Est-ce bien là le rôle, non pas même d'un militant qui se réclame du trotskysme mais plus simplement d'un militant syndical lutte de classe ?

" nous verser une indemnité à la hauteur du préjudice subi "

Les communiqués du Comité de grève sont, hélas, eux aussi, très équivoques ; qu'on en juge.

A propos du projet d'accord d'entreprise concernant le dispositif d'accompagnement du projet de réorganisation industrielle et de réduction des effectifs des sites de Rennes et d'Aulnay-sous-Bois soumis à l'avis du CCE, le comité de grève écrit :

" *Malgré les quelques améliorations qui ont pu être obtenues, cet accord est très loin de garantir le maintien de nos emplois, ou même de nous verser une indemnité à la hauteur du préjudice subi, ce qui serait le minimum.* " (15 mars)

Le 12 février, le Comité de grève communiquait :

" Les deux années de mobilisation nous ont permis de souder les liens entre nous et finalement d'arracher des négociations qui viennent de se terminer sans que l'on ait de garantie sérieuse quant à l'avenir des salariés menacés de licenciement.

_ Au cours de ces fausses "négociations", très peu de choses ont été changées par rapport au PSE présenté en juillet 2012 par la direction. Trois syndicats ont donné, le 12 février 2013, un avis favorable à la direction sur son application, mais ils disent soumettre leur signature à l'approbation des salariés.

_ Eh bien nous grévistes, avec le soutien des autres salariés de l'usine d'Aulnay, nous refusons cet accord. Pour nous, les négociations ne font que commencer et nous voulons que PSA revienne à de vraies négociations sur la base de nos revendications :

_ - Un CDI pour tous
_ - Des préretraites à 55 ans "
_ (en gras, souligné par nous)

Et LO pendant ce temps-là ?

Le 25 juillet, on pouvait lire dans l'hebdomadaire Lutte Ouvrière l'article qui suit et qui, à lui seul, était un mauvais présage

_ " *Deux semaines après l'annonce officielle de la fermeture de l'usine d'Aulnay, et malgré les tentatives de la direction pour faire reprendre la production comme si de rien n'était, les travailleurs s'organisent et discutent de comment faire reculer PSA. (...)*

_ *De très nombreuses discussions ont lieu. C'est la première marche du combat qui s'annonce : **imposer à la direction notre droit à discuter de notre avenir et de l'organisation de la lutte**. Depuis le jour de l'annonce, chaque jour, la direction a imposé que ses " briefings " avec cadres, directeurs et tout leur baratin durent vingt minutes au lieu de cinq habituellement. (...)*

_ *De leur côté, les travailleurs organisent leurs propres " briefings ", mais sans la direction. l'un des enjeux de la semaine qui vient de se dérouler a d'ailleurs été l'exigence que ces réunions soient payées et non comptées comme du temps de grève :*

puisque la direction a décidé de nous licencier, qu'elle paye le temps pendant lequel nous discutons de notre avenir ! Dans certains secteurs, plusieurs dizaines de travailleurs se sont mis en grève pour exiger le paiement d'une de ces réunions. (...)

_ *Un nombre important de travailleurs attendent de connaître les " solutions " qui leur seront proposées, puisque le patron affirme que " personne ne sera laissé au bord du chemin et chacun se verra proposer une solution individuelle ". Mais beaucoup d'autres ne font plus aucune confiance à une direction qui ne fait que mentir depuis un an. Dans les entretiens individuels avec les cadres, les réactions sont parfois vives ! Aux questions : " Quels sont tes projets pour l'avenir ? Où souhaiterais-tu partir ? Est-ce que tu as un projet de création d'entreprise ? ", Des ouvriers répondent : " Je n'ai rien demandé, ce que je veux c'est rester à PSA Aulnay "*

_ *Des discussions importantes ont aussi pour objet la construction du Comité de préparation de la lutte. Un bon nombre d'ouvriers défendent l'idée de commencer dès maintenant à construire une structure démocratique, regroupant syndiqués et non syndiqués, afin qu'elle soit déjà en place le 4 septembre, le jour où le travail reprendra à la rentrée. Dans cette structure, les syndicats auront naturellement toute leur place. Mais, à Aulnay comme partout ailleurs, les travailleurs non syndiqués sont largement majoritaires et il est indispensable qu'ils aient aussi la possibilité de peser dans les décisions.*

_ *Les premières fondations de ce comité ont été posées durant ces derniers jours, lors d'assemblées dans les ateliers, qui ont lieu*

presque quotidiennement. L'idée fait son chemin que, si le combat se déclenche à la rentrée, il faudra qu'il soit dirigé et contrôlé collectivement et démocratiquement. À cet égard, l'expérience des grèves de 2005 et de 2007 est précieuse. Ceux qui y ont participé y ont appris l'utilité d'une direction élue, et ils défendent cette idée autour d'eux. (...) " (en gras, souligné par nous)

Dans cet article, il n'est à aucun moment question d'annulation des licenciements, de retrait du plan Varin mais de " **notre droit à discuter de notre avenir** ". Si nous lisons les tout derniers articles parus dans ce journal, on y trouve le récit de séquences de la grève mais jamais la revendication de retrait du plan Varin, d'annulation pure et simple de tous les licenciements et suppressions de poste. Quel but poursuit la grève ? Le lecteur de l'hebdo Lutte ouvrière n'en saura rien.

Conclusion provisoire

En avril 1947, Pierre Bois militant de l'UCI (qui deviendra plus tard Lutte ouvrière) impulsa courageusement, avec l'aide du jeune militant du PCI, Daniel Renard, la grève aux usines Renault-Billancourt pour l'augmentation générale des salaires (" nos dix francs ") envers et contre l'appareil stalinien qui avait décrété que " la grève est l'arme des trusts ", qui participait alors au gouvernement avec le PS et les démocrates-chrétiens du MRP. La nuit et le jour si on compare avec l'attitude de JP Mercier qui, avec l'appareil stalinien, s'est d'abord dressé contre la " grève illimitée " c'est-à-dire la grève totale jusqu'à satisfaction pour le retrait du Plan Varin et l'annulation de tous les licenciements et suppressions de postes. Il a tourné le dos quasi-immédiatement, dès le début, à l'aspiration ces ouvriers qui (comme le relate l'article de Lutte ouvrière de juillet 2012 cité plus haut) ont dit haut et clair " : " **Je n'ai rien demandé, ce que je veux c'est rester à PSA Aulnay** " ! **Dans un second temps, il conduit avec l'appareil stalinien une grève " jusqu'à épuisement ", grève dont l'objectif n'est pas : aucun licenciement sec ou déguisé, aucune suppression de poste, mais : un " CDI pour tous " n'importe où et " préretraite " voire " une indemnité à la hauteur du préjudice subi, ce qui serait le minimum " et " négociations " sans préalable.** Orientation qui conduit tout droit, en réalité, aux licenciements secs.

Interdiction des licenciements et gestion capitaliste

Ne faut-il pas, à ce stade de l'analyse, rappeler que le mot d'ordre d'interdiction des licenciements, (que LO avance publiquement dans ses tracts et affiches à toute élection) pour être plus précis, pour une loi interdisant les licenciements - passe par la bataille immédiate pour le retrait de tous les plans sociaux, l'annulation de tous les licenciements programmés, sans quémander l'arbitrage de l'Etat (autre aspect de l'orientation pratique de LO) et encore moins à être associés aux comités de " ré industrialisation du site " comme le ferait le dernier des Thibault venu... Tel qu'il est employé par LO, le mot d'ordre d'interdiction des licenciements sert de justificatif pour dire en substance: tant que nous n'obtenons pas cette mesure, nous intervenons pour " limiter la casse ". Au nom du " réalisme " ? Cet argument du " réalisme " est celui employé systématiquement par...la direction bureaucratique de la CGT. Ainsi, est-il détourné de son sens, dépouillé de son contenu vivant. Il ne fait alors que pointer la duplicité de Mercier et ses camarades.

En effet, le rôle d'un militant syndical est-il de lutter pour des " préretraites " qui sont, on le sait, synonyme de maigres retraites, donc de précarité (et d'acceptation, par définition, des plans sociaux) ? Le rôle d'un militant syndical est-il de parler de " ré industrialisation ", de répartition des productions, ce qui revient à donner des bons conseils aux patrons pour une bonne gestion, une " cogestion " dirons-nous ? Le tout dans un contexte de crise capitaliste mondiale dont la racine n'est pas une " mauvaise " gestion mais la surproduction, maladie chronique et incurable du capitalisme ? La gestion, c'est la politique de la CFDT et de la confédération CGT, pas celle des révolutionnaires. Ca, c'est la politique de la fédé CGT de l'automobile. Pas étonnant dans ces conditions que Mercier reprenne à son compte les attaques et l'agressivité de cette fédé contre notre camarade Philippe Poutou.

Soutien inconditionnel aux ouvriers de PSA Aulnay

De toutes ces contorsions, les grévistes ne sont pas responsables. Et il va de soi que nous les soutenons de façon inconditionnelle et en particulier face à la répression patronale et policière (c'est-à-dire gouvernementale). Lutte ouvrière ne s'est jamais privé, dans le passé, de donner son point de vue critique sur la façon dont étaient dirigées les grèves. C'est un droit démocratique parfaitement légitime. Dont nous usons à notre tour. Au " nom de la virilité de l'échange entre militants ouvriers "

Modifié le dimanche 14 avril 2013

Voir aussi dans la catégorie France



Urgence, pouvoir d'achat et grève générale

Alors qu'il a urgence à augmenter les salaires, bloquer les prix et les loyers, alors qu'il les crises énergétiques et climatiques explosent, le gouvernement Macron a fait voter au Parlement deux... »



« Ces gens-là »

La ministre des collectivités territoriales, issue des Républicains, a eu par le passé des prises de position qui dénonçaient le mariage pour tous en y voyant "un dessein contre la nature".... »



Ni le gouvernement ni l'Assemblée ne nous représente !

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » La présidentielle et les législatives en France sont à l'image du chaos politique qui parcourt l'Europe : la... »



Répression, maître-mot de la macronie.



La cinquième république est agonisante. Macron et sa clique vont utiliser le dernier outil en leur possession pour sauver ce qui peut l'être : la répression. Les forces de police, dignes... >>



Présidentielles, législatives : Non au front unique des appareils !

Ils veulent TOUS sauver la Ve République et museler la classe ouvrière ! Partis politiques et confédérations syndicales sont désormais unis pour laisser Macron gouverner à son aise et mener ses... >>



Alain Krivine

La Commune tient à saluer la mémoire d'Alain Krivine, militant ouvrier et dirigeant historique de la LCR et du NPA, qui a marqué la vie politique de ces 60 dernières années. Nous adressons à sa... >>
